

Les armées fantômes de l'OTAN



[Source : vududroit.com]

Depuis février 2022 se déroule en Europe centrale une guerre de haute intensité entre pairs. Ce qui ne s'était pas produite depuis 1945. Ce conflit est dominé par la Russie.

Le psychopathe incompetent qui nous sert de président continue ses rodomontades. Sans peur du ridicule, il annonce qu'il déclare la guerre à la Russie en brandissant des cartes sur papier A4. Continuant à se déconsidérer dans le monde entier, voilà que maintenant il paraît qu'il veut annoncer une « coalition la volonté » contre les Moujiks lors des cérémonies de commémoration du 6 juin. Les bredouillis de Biden sur l'autorisation de frapper la Russie dans la profondeur, les jappements des chihuahuas baltes, les piqûres d'épingle contre certaines installations de la triade nucléaire russe inquiètent. C'est compréhensible, et cela provoque chez nous quelques cris d'orfraie.

Le problème, c'est que les dirigeants occidentaux sont incompetents. Heureusement, quoi qu'en dise David Pujadas, les Russes sont rationnels et sensés.

Nous publions une analyse de l'état des forces, qui nous explique pourquoi l'implication de l'OTAN n'est pas réalisable.

Aurelien est le pseudonyme d'un spécialiste qui intervient sur Substack. On peut retrouver ici l'original de l'article.

Régis de Castelnau

Par Aurelien

Alors que la phase militaire de la crise en Ukraine entre dans sa longue phase finale, dont les conséquences sont désormais indubitables pour tous ceux qui ont des yeux pour voir, on pourrait espérer que les experts, quelles que soient leurs opinions personnelles sur l'équipe de football qu'ils aimeraient voir gagner, acceptent la réalité et commencent à critiquer l'Europe et le monde pour la victoire russe. Pourtant, l'emprise de la pensée

conventionnelle et la peur d'abandonner les croyances sacrées sur le monde sont telles que cela se produit rarement. En effet, de tous les points de vue idéologiques, nous entendons parler d'une nouvelle étape menaçante dans l'évolution de la crise, celle de l'intervention de l'OTAN, ou, comme je suppose que nous devrions l'écrire, de l'INTERVENTION de l'OTAN. Pour certains, la seule façon de « vaincre » la Russie et « d'arrêter Poutine » est que l'OTAN « s'implique », tandis que pour d'autres, une telle intervention est un expédient impérialiste américain désespéré qui ne fera que provoquer une Troisième Guerre mondiale et la fin du monde.

Si vous avez lu certains de mes précédents articles, vous vous rendrez compte que ces deux arguments sont complètement faux. Mais même si moi-même et d'autres écrivains beaucoup plus éminents et largement lus, le disons depuis un certain temps, cela ne semble guère avoir été pris en compte. C'est donc un texte que je pensais ne jamais avoir besoin d'écrire, mais qui semble maintenant nécessaire. Cela entre dans ce que l'on pourrait appeler des détails atroces, mais dans ce genre de sujet, le diable est dans le détail, ou même dans le détail du détail. Cela dit, il y a beaucoup plus de niveaux qu'il ne couvre pas, sur lesquels des personnes qui sont de bien plus grands experts militaires que moi peuvent commenter, mais s'en tiennent plutôt à une vue d'ensemble. Donc...

Alors que je réfléchissais à la manière d'aborder cet essai, je suis tombé sur le fantôme du grand penseur militaire prussien Carl von Clausewitz et, un peu contre mes attentes, il a volontiers accepté de me livrer quelques réflexions d'ouverture. J'ai ensuite noté notre conversation, et elle s'est déroulée à peu près comme ceci :

Aurélien : Merci beaucoup d'avoir accepté de parler sur mon site, d'autant plus que je vous ai déjà fait appel à plusieurs reprises.

Clausewitz : Ah, pas du tout. Vous voyez, cela fait deux cents ans que les gens me comprennent mal et me citent mal, et cela ne va pas en s'améliorant. Ceci en dépit du fait que je ne pense pas que le tome I de *De la guerre* – le seul que je n'aie jamais vraiment terminé – pourrait être beaucoup plus clair, et que vous pouvez le lire et l'absorber en un après-midi.

Aurélien : Et quel est le message essentiel que, selon vous, les gens ne comprennent pas actuellement ?

Clausewitz : Écoutez, c'est très simple. L'action militaire est elle-même une affaire technique qui peut bien ou mal se passer, mais ce résultat n'a d'importance que dans la mesure où il est lié à un objectif politique que vous souhaitez atteindre. Par « politique » – puisque nous parlons en anglais [dans le texte original] – je n'entends pas la politique des partis, j'entends la politique de l'État lui-même : en d'autres termes, ce que le gouvernement essaie de réaliser. (En allemand, c'est le même mot.) Mais la condition préalable absolue est que le gouvernement ait une idée de ce qu'il veut réaliser et une idée de la manière dont cela pourrait se produire. En particulier, il doit identifier ce que j'appelle le centre de gravité, c'est-

à-dire la cible la plus importante contre laquelle vous dirigez vos efforts, et qui permettra d'atteindre cet objectif pour vous. À mon époque, il s'agissait souvent de l'armée ennemie, mais cela pouvait aussi être la capitale, la force d'une coalition ou encore le moral de la population. En fin de compte, ce que vous visez réellement, c'est le *processus décisionnel de l'ennemi*. Comme je l'ai dit dans mon livre, la guerre consiste à forcer notre ennemi à faire ce que nous voulons, pas seulement une destruction inconsidérée. De nos jours, nous ne parlons pas de guerre à la légère et nous n'avons pas toujours de simples ennemis. Je dirais donc que « toute opération militaire doit avoir un objectif ultime, non militaire, sinon c'est une perte de temps ».

Aurélien : Alors, où allons-nous à partir de là ?

Clausewitz : Bien sûr, il ne suffit pas d'avoir un plan stratégique, aussi bien défini et sensé soit-il. Vous avez besoin de la capacité militaire, tant en termes d'équipements et d'unités que de formation et de compétences professionnelles, pour mettre en œuvre le plan. Nous disons donc qu'au-dessous du niveau stratégique et de la planification stratégique vient le niveau opérationnel, où l'on essaie de rassembler toutes les activités tactiques plus détaillées des forces individuelles, dans un plan cohérent, pour atteindre un résultat qui rend possible l'objectif stratégique. Et historiquement, depuis l'époque d'Alexandre, c'est toujours la partie la plus difficile.

Aurélien : Et dans la guerre actuelle ?

Clausewitz : Eh bien, la façon la plus simple de le dire est que, même si les deux parties ont eu des objectifs stratégiques, seuls les Russes ont réellement eu des plans stratégiques et opérationnels appropriés. L'Occident souhaite depuis longtemps renverser le système actuel en Russie et, plus récemment, ses dirigeants ont également craint la puissance militaire croissante de la Russie. Mais tout cela est très incohérent et semble désespérément et paradoxalement mêlé à des croyances de supériorité raciale et culturelle sur les Russes. Le résultat est qu'il n'y a jamais eu de véritable plan stratégique, au-delà de l'espoir que le renforcement de l'Ukraine, par exemple, affaiblirait d'une manière ou d'une autre le système russe. Et quant à l'Ukraine elle-même, eh bien, l'Occident n'a jamais vraiment eu de plan stratégique, encore moins opérationnel : juste beaucoup de postures et d'initiatives déconnectées. Si l'on veut, cela revenait simplement à maintenir la guerre dans l'espoir que la Russie s'effondre. Ce n'est pas une façon de mener une guerre à mon avis : les éléments ne sont tout simplement pas connectés entre eux, et dans ce cas, vous *ne pouvez pas* gagner. Et maintenant, je dois aller discuter avec Toukatchevski et Patton, qui sont toujours obsédés par la guerre de manœuvre en Ukraine.

Et c'est là que la conversation s'est terminée. Mais cela m'a fait penser que l'obstacle le plus fondamental à toute « implication » de l'OTAN en Ukraine est conceptuel. Personne ne sait vraiment à quoi cela sert ni, à quoi cela ressemblerait. Personne ne sait ce que cela serait censé accomplir, ni quel

serait « l'état final », en langage technique.

C'est à peu près le cas depuis le début. À tout moment, au moins depuis la fin 2021, l'Occident a été surpris par les actions russes et a dû se démener pour suivre le rythme. Les projets de traités de décembre 2021 n'étaient pas anticipés et n'ont suscité aucune réponse occidentale cohérente. La constitution ultérieure des forces russes a été mal comprise : certains pensaient qu'aucune invasion n'était planifiée, d'autres ont mal compris la nature de l'invasion elle-même et quels en étaient les objectifs. Depuis lors, l'Occident a pris au moins un pas de retard, se surprenant continuellement et réagissant aux actions russes. En outre, bon nombre de ses propres actions ont été basées sur ce qui était réellement possible (attaquer la Crimée, envoyer certains types d'équipement) plutôt que sur des actions susceptibles d'aider l'Occident et l'Ukraine à rattraper les Russes, et encore moins à prendre l'initiative. Tout cela contrevient à l'un des principes éternels de la guerre, qui est la sélection et le maintien du but. L'Occident a été incapable d'identifier le moindre objectif dans son engagement, à l'exception de celui qui est par définition impossible sur le plan militaire (le rétablissement des frontières de l'Ukraine de 1991) ou de celui qui n'est qu'un fantasme politique (l'éviction de Poutine du pouvoir.) Il serait plus juste de dire que l'Occident n'a pas d'objectifs en tant que tels, mais plutôt une série d'aspirations vaguement définies.

Il existe un exemple légèrement technique, mais intéressant qui a beaucoup contribué à clarifier ce genre de situation, alors permettez-moi de faire un bref détour. Pendant la guerre de Corée, de nombreux combats ont eu lieu entre des chasseurs américains F-86 et des MiG-15 pilotés souvent par des pilotes chinois et parfois russes. Les caractéristiques techniques des avions étaient très similaires et la différence entre les compétences des pilotes n'était pas très grande. Pourtant, le F-86 sortait victorieux la plupart du temps. John Boyd, alors officier de l'US Air Force, a étudié le problème et s'est rendu compte que, dans une situation où l'on ne pouvait tuer qu'en se plaçant derrière l'ennemi, il fallait tourner plus serré que ce dernier. Il s'est avéré que le F-86 disposait d'un avantage minime, mais en réalité vital, et qu'après plusieurs séries de manœuvres, il était généralement en mesure de se positionner derrière l'avion ennemi. L'importance de cette situation réside dans le fait que le pilote américain conserve l'initiative, alors que le pilote ennemi essaie toujours de se débarrasser du F-86.

Boyd a ensuite systématisé ce processus en le divisant en quatre étapes. Le premier est l'Observation (« que puis-je voir ? »), le deuxième est l'Orientation (« qu'est-ce que cela signifie ? »), le troisième est la Décision (« qu'est-ce que je vais faire ? ») et le dernier, bien sûr, c'est l'Action. Et puis vous recommencez. Collectivement, ces étapes sont connues sous le nom de cycle de Boyd, ou plus familièrement la « boucle OODA ». Mais ce que Boyd a réalisé, c'est que celui qui réagit le plus vite peut en fait entrer dans la boucle de l'ennemi, de sorte qu'au moment où ce dernier est prêt à agir, la situation a changé et le processus de décision sur ce qu'il convient de faire doit être recommencé. Ce principe s'applique à tous les niveaux, depuis le combat initial entre avions jusqu'au niveau stratégique.

C'est en effet la situation dans laquelle se trouve l'Occident depuis le début de la crise : courir pour rattraper son retard. Les Russes ont prouvé (sans surprise s'ils étudient l'Histoire) qu'ils étaient prompts à adapter leurs tactiques, à modifier et à introduire de nouvelles armes. Ce n'est pas le cas de l'Occident. Ainsi, nous voyons maintenant les Ukrainiens transférer frénétiquement leurs forces d'une manière ou d'une autre pour faire face à la dernière attaque, et ni eux ni leurs sponsors occidentaux ne savent avec certitude quelles attaques sont réelles et lesquelles ne sont que des feintes. En effet, il est douteux que l'Ukraine et l'Occident aient jamais eu l'initiative dans cette guerre : même la célèbre offensive de 2023 a, selon moi, été essentiellement imposée à l'Ukraine par les Russes pour épuiser davantage leur propre armée et l'aide occidentale qu'ils avaient reçue.

Or, une explication de cette disparité nous ramène en réalité aux caractéristiques techniques : non pas des avions, cette fois, mais des organisations. Le groupe dispersé du Grand Ouest qui soutient l'Ukraine est divisé entre lui-même, et son acteur le plus influent, les États-Unis, est divisé en lui-même. La Russie est une puissance unique, dotée d'un degré manifestement élevé de cohérence. (L'unité de commandement est d'ailleurs un principe militaire dans certaines traditions.) Même dans des circonstances idéales, l'Occident sera donc plus lent à réagir que les Russes, et les circonstances sont loin d'être idéales. Les Russes ont donc, et auront dans un avenir proche, l'initiative et les avantages d'une boucle OODA plus rapide.

Parce que l'Occident n'avait pas de plan stratégique au départ, et seulement des objectifs stratégiques très vagues, et parce qu'il n'a jamais eu l'initiative et ne peut pas réagir aussi vite que les Russes, parler d'une « implication » de l'OTAN est fondamentalement vide de sens. Il est vrai, à un certain niveau, que l'OTAN pourrait se désarmer encore plus rapidement en envoyant quelques unités en Ukraine, pour se faire anéantir par des bombes planantes et des missiles à longue portée sans voir l'ennemi, mais cela ne répond pas à la question de savoir à quoi servirait réellement le déploiement de telles forces.

Comme souvent, face à ce genre de problème, les dirigeants politiques se replient sur un brouillard de généralités. On nous dira que tel ou tel déploiement vise à « montrer à Poutine qu'il ne peut pas gagner » ou à « démontrer la détermination de l'OTAN à résister à l'agression ». Le problème, bien entendu, consiste à traduire ce genre d'aspiration trouble (puisqu'il ne s'agit même pas à proprement parler d'un objectif stratégique) pour le type de plans opérationnels et tactiques dont parlait Clausewitz. Dans la pratique, cela revient généralement à faire quelque chose pour faire quelque chose, ce qui est infailliblement une mauvaise idée, et aboutit souvent à des décisions prises par le biais du pseudo-syllogisme tripartite que j'ai souvent cité : nous devons faire quelque chose ; c'est quelque chose, OK, faisons-le.

Imaginez, si vous voulez, les trente-deux membres actuels de l'OTAN autour de la table, discutant de ce qui « peut être fait ». Même le principe de « faire

quelque chose » serait controversé, et les États-Unis eux-mêmes risquent de toute façon d'être amèrement divisés sur la question et auront du mal à prendre position. Les pays qui ne peuvent pas ou ne veulent pas envoyer de troupes seront plus enthousiastes que ceux qui le peuvent. Les États-Unis voudront commander l'opération, même s'ils ne déploient aucune troupe. L'opération devra être commandée depuis Mons, car il n'existe pas de QG dotés de capacités similaires ailleurs en Europe. Il y aura d'interminables débats sur qui commandera la force elle-même, qui contribuera à son QG, quelles seront les lignes hiérarchiques politiques et même quelles seront ses règles d'engagement, puisque les pays de l'OTAN ont des lois différentes sur l'usage de la force à l'extérieur. Pour un conflit armé général ? Oh, et que va réellement faire cette force ? Quel est son objectif et comment saurons-nous s'il a été atteint ? Il faudra probablement des jours de discussions pour déterminer quelles sont les décisions qui doivent réellement être prises.

De plus, la décision devra être unanime : tout soupçon de désaccord interne fera « le jeu des Russes ». Un temps et des efforts considérables seront donc consacrés à des plans et des objectifs d'une complexité angoissante et intérieurement contradictoires, avec quelque chose pour tout le monde, mais rien qui ne puisse faire l'objet d'une objection sérieuse. Nous sommes déjà passés par là : l'exemple classique est le déploiement de la FORPRONU en Bosnie de 1992 à 1995, qui a souffert du problème fondamental suivant : (1) de nombreuses nations voulaient que quelque chose soit « fait », mais pas par elles-mêmes, et (2) il n'y avait rien de valable qu'une force militaire puisse réellement faire. Il en est résulté un mandat bancal et fréquemment modifié, variant en fonction de l'équilibre des forces au sein du Conseil de sécurité, impossible à mettre en œuvre (les forces n'étaient tout simplement pas disponibles) et inutile pour les commandants sur le terrain. Toute « implication » de l'OTAN serait beaucoup plus désordonnée que cela.

Mais supposons que l'État-major militaire international soit chargé de préparer des options et qu'il constate qu'il n'y en a que deux. Il s'agit (1) d'une force expéditionnaire pour combattre avec les Ukrainiens et tenter de tenir, et si possible de récupérer, un territoire, et (2) d'une présence purement démonstrative, quelque part dans une zone relativement sûre, dans l'espoir de « décourager » les Russes d'attaquer, ou au moins de marquer un point politique, quel qu'il soit. Nous aborderons dans un instant les aspects pratiques spécifiques des différentes options, mais il faut d'abord comprendre que, dans les deux cas, il faut répondre à un certain nombre de questions préalables communes.

Combien de temps est-ce que cela prendrait ? Non seulement il faut tenir compte du temps nécessaire à la formation et au déploiement, mais même dans ce cas, on ne peut pas laisser indéfiniment les forces sur le terrain en opération. Les nations effectuent généralement une rotation des forces après un déploiement de 4 à 6 mois. Cela signifie que quelle que soit la taille de la force envoyée, il doit y en avoir une autre derrière, qui s'entraîne et se prépare. Et derrière ça, une autre. Si vous n'y parvenez pas, les Russes n'auront qu'à attendre et vos forces rentreront chez elles. En fonction de la taille de la force qu'elle souhaite envoyer, l'OTAN constaterait probablement

que, pour des raisons politiques et de ressources, elle pourrait soutenir un maximum de deux déploiements.

Quelle serait la posture de la force ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que la situation juridique serait compliquée. Peu de pays de l'OTAN seraient heureux d'être explicitement impliqués dans le conflit, car cela ouvrirait leurs propres territoires nationaux à des attaques contre lesquelles ils n'auraient aucune défense, sans pouvoir frapper utilement la Russie. Il faudrait trouver une formule compliquée qui leur permettrait de répondre aux attaques russes, mais pas de déclencher un conflit (ce qui serait de toute façon suicidaire). Mais que se passe-t-il lorsque les troupes russes bouclent leurs voies d'approvisionnement ou perdent un obus d'artillerie perdu sur l'aéroport dont ils dépendent pour se réapprovisionner ? Que se passe-t-il lorsque des avions russes patrouillent continuellement juste à l'extérieur du champ d'engagement, sans manifester la moindre activité hostile ? Que se passe-t-il lorsqu'un missile survole la force de l'OTAN et frappe une cible à cinq kilomètres de là ? Que se passe-t-il lorsque des troupes russes passent fréquemment, prennent des photos et exigent finalement que les troupes occidentales quittent la zone avant une certaine date, sous peine de subir des conséquences non précisées ? Que se passe-t-il si les Russes coupent l'eau douce et empêchent l'approvisionnement en nourriture ?

Individuellement, ce type d'éventualités peut être géré par une seule nation avec des instructions claires. Le problème réside dans la recherche d'une sorte de consensus sur ce qu'il faut dire au commandant avant le début de la mission, et d'une manière de réagir aux développements inattendus. Le risque est d'envoyer des troupes armées d'une sorte de salade de mots qui dit tout et rien au commandant, et que lorsque quelque chose de véritablement inattendu se produit, le système se bloque, incapable de prendre une décision. Et nous pouvons supposer que les Ukrainiens tenteront d'impliquer l'OTAN dans les combats, par un subterfuge ou un autre, y compris, par exemple, en lançant des attaques depuis les territoires où les troupes de l'OTAN sont déployées, avec des armes occidentales.

Que se passerait-il si les choses tournaient mal ? La crédibilité d'un déploiement militaire dépend dans une certaine mesure de sa capacité à réagir aux événements et à faire face à des problèmes inattendus. Il est très peu probable qu'une force de l'OTAN envoyée en Ukraine, quelle que soit sa taille, dispose de réserves facilement disponibles, et elle ne pourrait donc pas s'engager dans une escalade. À l'époque de la Guerre froide, il existait une unité militaire multinationale de l'OTAN portant le titre accrocheur de Force mobile du Commandement allié en Europe (Terrestre), plus connue sous le nom d'AMF(L). Il s'agissait d'une force facilement disponible, capable de se déployer rapidement sur un lieu de crise. Mais l'essentiel est qu'elle n'est que la pointe de la lance et qu'elle peut être rapidement renforcée si la crise s'aggrave. Elle pourrait donc (selon l'OTAN) jouer un rôle dissuasif. La même chose n'est pas possible en Ukraine, même en principe. Supposons qu'une force de l'OTAN soit effectivement attaquée. Se retirerait-elle ? Essaierait-elle de se battre ? Jusqu'à quel niveau de pertes ? Que se passerait-il si elle était bombardée par des armes telles que des missiles ou

des bombes planantes, ou si elle subissait une attaque massive par des drones, à laquelle elle ne pourrait pas répondre ? Que se passe-t-il si, après quelques tirs de démonstration, la force est menacée de destruction si elle ne se retire pas ? Non seulement cela provoquerait une crise politique au sein de l'alliance, mais il est tout à fait possible que des pays individuels retirent leurs forces du commandement de l'OTAN et les ramènent chez eux.

Comment fonctionnerions-nous ? Alors que Clausewitz s'éloignait, il tourna la tête et cria « n'oubliez pas la doctrine ! » Il avait bien sûr raison. La doctrine est ce qui indique aux militaires comment combattre, et elle doit être pratiquée régulièrement afin que les commandants à tous les niveaux la connaissent et n'aient pas besoin de se faire dire quoi faire. Durant la guerre froide, l'OTAN avait un concept de défense qui impliquait de se défendre le plus près possible de la frontière pour des raisons politiques et de se rabattre sur ses lignes d'approvisionnement et ses réserves. Pendant ce temps, les forces aériennes tenteraient de détruire les forces soviétiques de deuxième et troisième échelons, d'attaquer les centres logistiques et les aérodromes, tout en maintenant la supériorité aérienne sur l'Europe occidentale. Il existait des plans opérationnels très détaillés : par exemple, le 1er corps (britannique), renforcé à son effectif de guerre d'environ 90 000 hommes, était chargé d'arrêter la troisième armée de choc soviétique. L'espoir était qu'à mesure que l'Armée rouge avançait vers un territoire inconnu, plus éloigné des approvisionnements, elle pourrait éventuellement être stoppée à l'est de ce qu'on appelait la ligne Omega, où l'armée de l'OTAN aurait le droit de demander la libération d'armes nucléaires tactiques. Le point important à ce sujet est que toutes sortes de conséquences doctrinales en découlaient à différents niveaux, et que cette doctrine pouvait être écrite, enseignée, mise en pratique et révisée.

Rien de tout cela n'existe aujourd'hui. L'OTAN en tant qu'alliance n'a pas vraiment de doctrine militaire, et certainement pas de doctrine adaptée à la situation actuelle. Le déploiement en Bosnie en 1995 s'est essentiellement déroulé sans rien faire, et le déploiement en Afghanistan était une guerre d'un tout autre genre. Aucune armée de l'OTAN ne compte aujourd'hui d'officiers supérieurs ayant l'expérience du commandement d'opérations de grande envergure et, étant donné que le service moyen d'un soldat est généralement de 7 à 8 ans, la plupart des armées de l'OTAN ne comptent aucun soldat ayant participé à des combats, et probablement pas beaucoup d'officiers non plus. Les Russes ont conservé la doctrine militaire de l'ère soviétique pour les combats de haute intensité à grande échelle, mais nous avons vu avec quelle rapidité ils ont dû la modifier en Ukraine. L'OTAN ne pourrait jamais s'attendre à une supériorité aérienne sur un champ de bataille en Ukraine, et elle ne dispose d'aucune doctrine (ni d'aucun équipement) pour combattre dans des conditions de supériorité aérienne de l'ennemi. Elle n'a pas de doctrine pour faire face aux bombes planantes lancées à partir de champs de tir où l'avion lanceur ne peut pas être détecté ou, du moins, où sa cible est inconnue, ni pour faire face aux attaques de missiles balistiques et d'essaims de drones. (Certes, elle dispose d'équipements capables de détruire théoriquement des drones, mais elle n'a pas de doctrine pour faire face à une attaque sophistiquée d'essaims de

drones à l'aide de leurres. Ses troupes ne sauraient tout simplement pas quoi faire).

De plus, nous nous dirigeons vers une conception de guerre où les unités ennemies sont faciles à trouver et à détruire, et où l'un des principes de guerre – la concentration des forces – ne s'applique plus comme autrefois. D'après les vidéos disponibles, la plupart des attaques sont désormais à petite échelle, mais coordonnées sur une zone très vaste. Ainsi, la guerre ressemble aujourd'hui à un jeu d'échecs joué sur un échiquier de deux cents cases de côté, avec peut-être une centaine de pièces par joueur. Il s'agit d'un type de guerre qui confie d'immenses responsabilités aux officiers subalternes et aux sous-officiers, qui doivent tous être soigneusement formés à la même doctrine et disposer d'équipements de communication totalement interopérables et très sophistiqués. Et même alors, nous avons vu que les nouvelles unités employées par les Russes dans la direction de Kharkov commettent toutes sortes d'erreurs lors de leurs premiers affrontements avec l'ennemi.

L'OTAN n'a rien de tout cela : ses contingents nationaux ne peuvent même pas nécessairement se parler, ses troupes n'ont pas de doctrine commune et elle n'a absolument aucune idée institutionnelle de la manière de mener une guerre de ce type, même si, par miracle, un objectif opérationnel pouvait être convenu. En fait, l'OTAN n'a jamais eu de doctrine opérationnelle offensive, ni de doctrine pour la défense des positions fortifiées statiques, comme l'a fait l'Ukraine. Sa seule doctrine consistait en une retraite combattante le long de ses propres lignes de communication. Il n'y a donc pas non plus de précédent historique à utiliser.

Jusqu'ici tout va mal, pensez-vous peut-être, mais ce n'est que l'aspect cérébral du problème, bien que sans doute le plus important. (Aucun équipement sophistiqué ne vous sera d'aucune utilité si vous ne savez pas quoi en faire.) Il y a au moins deux autres obstacles majeurs à surmonter, et le premier consiste en fait à rassembler une force : ce que les professionnels appellent la génération de force. À son tour, cela comporte une composante à la fois politique et militaire. Si l'OTAN devait un jour « s'impliquer », alors la force devrait ressembler à une force internationale, avec au moins des contingents symboliques provenant de la grande majorité des 32 pays de l'OTAN, et toutes les nations devraient apporter publiquement leur soutien politique. Dans le passé, cela a constitué un problème majeur : le déploiement international en Afghanistan en 2002 a été retardé pendant des semaines tandis que les députés allemands étaient rappelés des plages de Croatie pour donner l'approbation nécessaire à la participation des forces de leur pays. La plupart des pays doivent surmonter des obstacles juridiques ou parlementaires avant de pouvoir déployer des troupes en dehors du territoire national. Les chances qu'un obstacle politique majeur se dessine à un moment donné sont probablement de l'ordre de 100 %, même avec un petit déploiement.

Deuxièmement, la force doit avoir une structure crédible. Ce n'est pas une bonne chose que 25 des 32 nations se portent volontaires pour fournir un

soutien logistique dans la zone arrière depuis la Pologne. L'état-major militaire international devra adopter le concept finalement convenu et développer une structure de force pour y répondre. Ensuite, ils devront demander aux nations de fournir les unités. Bien entendu, la politique, tant nationale qu'internationale, est également impliquée ici. Les nations pourraient très bien offrir, ou refuser d'offrir, des forces pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la mission ostensible. Certains types d'unités peuvent être rares : les communications stratégiques en sont un bon exemple. De nos jours, peu de pays ont l'expérience d'opérer en dehors de leur territoire national, et si vous disposez d'un seul régiment de transmissions opérationnel, risquez-vous de le perdre ? Il y aura également les habituelles disputes vicieuses sur le commandement. Dans la plupart des opérations internationales, il existe ce qu'on appelle une « nation-cadre », qui fournit le commandant et environ 70 % de l'état-major du quartier général, garantissant le bon fonctionnement des choses. Il est courant de changer de nation tous les six mois environ lors des missions internationales, mais cela pourrait poser un problème en Ukraine. À partir de tout cela, il faut construire une force correctement équilibrée, capable, du moins en théorie, de mener à bien une mission.

Et quelle serait cette mission ? Eh bien, nous arrivons ici au cœur du problème. Je pense qu'il est clair que l'OTAN ne peut rien faire d'utile sur le plan militaire pour influencer l'issue des combats. Par conséquent, tout déploiement sera essentiellement théâtral, visant autant l'opinion publique nationale que celle des Russes. Cette dernière affirmation peut paraître surprenante à certains, malgré ce que j'ai déjà dit, mais considérez simplement quelques éléments. Il est notoire que les armées occidentales ont laissé leur capacité à mener des guerres conventionnelles de haute intensité s'évaporer presque à néant. Comme je l'ai souvent souligné, c'est très bien tant que vous ne cherchez pas à contrarier un grand État qui ne l'a pas fait. Comme vous l'aurez compris au cours des discussions jusqu'à présent, l'OTAN serait confrontée à d'énormes problèmes de coordination, de doctrine et de génération de forces, même si elle parvenait à se mettre d'accord sur un objectif. Ses troupes ne sont pas entraînées pour ce genre de guerre et n'ont jamais opéré ensemble. Mais les unités sont là, n'est-ce pas ? Et le matériel ?

Pas vraiment. Il faudrait un article séparé pour entrer dans les détails, mais vous pouvez vérifier par vous-même la taille et la composition des armées occidentales, et avec quelques calculs, vous pouvez voir que l'Occident aurait du mal à déployer une force plus puissante que les neuf brigades entraînées et équipées par l'Occident pour la Grande Offensive de 2023, qui ont juste rebondi sur les forces russes sans rien réaliser de notable. Et ces brigades comprenaient un certain nombre d'unités et de commandants expérimentés. Une force de l'OTAN devrait couvrir de longues distances, sans couverture aérienne ni protection contre les attaques à longue portée, simplement pour être en mesure de combattre. Et une grande partie de son équipement ne serait pas meilleur, voire inférieur, à celui des unités participant aux attentats de 2023.

Mais qu'en est-il des Américains, me demanderez-vous ? Eh bien, on dit souvent que les États-Unis ont « cent mille soldats en Europe ». Mais si vous vous rendez sur le site web du Commandement américain pour l'Europe, vous verrez de nombreuses photos et vidéos, des histoires réconfortantes de coopération et d'activités de formation, ainsi que des articles sur les rotations de troupes, les exercices et les projets visant à baser davantage de troupes américaines en Europe dans les plus brefs délais. Mais il n'y a presque rien sur la force de combat réelle, et beaucoup de liens vers les niveaux inférieurs renvoient à des vidéos et à des articles de presse. En fait, si l'on consulte des sites extérieurs, y compris *Wikipedia*, il apparaît clairement qu'il n'y a que trois unités de combat de l'armée américaine en Europe : un régiment de cavalerie Stryker en Allemagne, une unité aéroportée de la taille d'une brigade en Italie et une unité d'hélicoptères, également en Allemagne. Les rotations, les exercices, les structures d'entraînement et de commandement, ainsi que les annonces de déploiements prévus (il y a maintenant un QG de corps d'armée, mais pas de corps d'armée) brouillent le tableau, mais le message est suffisamment clair. Les États-Unis ne disposent en Europe d'aucune unité de combat terrestre qui soit un tant soit peu apte à mener une guerre terrestre de haute intensité. Il y a bien sûr beaucoup d'avions, mais il serait impossible pour des unités aériennes européennes ou américaines d'opérer avec succès à partir de bases situées en Ukraine, et si elles étaient basées à l'extérieur, elles seraient en grande partie un symbole politique.

Avec suffisamment de temps, d'argent, de volonté politique et d'organisation, tout est possible. Mais il n'y a aucune chance, je le répète, que l'OTAN rassemble une force qui constituerait autre chose qu'une nuisance pour les Russes, tout en mettant de nombreuses vies en danger. Tout ce que je peux imaginer, c'est donc un déploiement purement politique, de forces qui ne sont pas destinées à combattre. Les planificateurs proposeraient probablement deux options : une option « légère » qui pourrait être appelée quelque chose comme une « force de liaison » ou une « équipe de surveillance », et une « option moyenne » d'une force composée d'unités de combat, même si elles ne s'attendent pas à combattre. (Il n'y a pas d'option « lourde »).

Même l'option « légère » nécessiterait une équipe multinationale, des interprètes, des agents de sécurité, des véhicules spécialisés en communication, des hélicoptères, une unité de soutien logistique et un approvisionnement garanti en carburant, nourriture et autres produits de première nécessité. A titre indicatif, la *mission de vérification au Kosovo* de 1998-99, sous les auspices de l'OSCE, comptait près de 1 500 observateurs, plus du personnel de soutien, avec des véhicules, des hélicoptères et des avions, pour un pays comparable en taille peut-être à la Crimée. Même alors, ils n'avaient aucune capacité de se protéger et ont été retirés pour leur sécurité avant le début des bombardements de l'OTAN. Le simple fait de tenter de couvrir les principales agglomérations de l'Ukraine représenterait un engagement massif, et la force devrait rester à l'écart des combats. Oh, et les Ukrainiens feraient tout ce qu'ils peuvent pour amener les Russes à cibler la mission, ou à donner l'impression qu'ils l'avaient fait.

Une force purement cérémonielle composée de quelques unités de la taille d'un bataillon, déployées autour de Kiev, pourrait être une option « moyenne » typique. Mais attendez : une telle force devrait être insérée, probablement par chemin de fer, sur des ponts qui pourraient ou non être intacts. Une grande partie du personnel devrait être transportée par avion vers des aéroports ou des aérodromes sous un risque permanent d'attaque. On ne pourrait pas compter sur les Ukrainiens pour un soutien logistique (ou quoi que ce soit d'autre) et cela devrait arriver par les mêmes chemins de fer et par les mêmes ponts. Et vous ne pouvez pas simplement envoyer quelques bataillons : vous auriez besoin d'un quartier général doté de communications stratégiques, d'une unité logistique, d'une unité de transport, d'une unité du génie, d'interprètes, de cuisiniers, probablement d'hélicoptères et d'une équipe de mouvements aériens. Et tout ce que vous obtiendriez serait une force incapable d'activités sérieuses, servant de cible pour les Russes et d'otages pour les Ukrainiens. Je pourrais continuer, mais je pense que cela suffit.

Ce qui nous amène au dernier point. L'Occident continue de se nourrir des investissements technologiques de la guerre froide. Ce n'est pas un hasard si même les chars et autres systèmes de combat les plus modernes envoyés en Ukraine sont des modèles des années 1970 et 1980 (bien que modifiés), ou bien développés pour être utilisés dans des pays comme l'Afghanistan. Il n'est pas évident que l'Occident dispose encore de la base technologique et du personnel qualifié pour concevoir, élaborer, développer, fabriquer, déployer, exploiter et entretenir des équipements nouveaux et sophistiqués pour les guerres de haute technologie. Il existe *des types entiers* de technologies, comme les missiles de précision à longue portée, pour lesquels l'Occident ne dispose pas actuellement de capacités et, en termes pratiques, il semble peu probable qu'ils les développent. (Il y a trop d'histoires de récents désastres technologiques militaires occidentaux pour même les énumérer ici.) Il n'est pas non plus évident que les États occidentaux soient en mesure d'attirer le nombre et la quantité de recrues dont ils ont besoin, et rares sont ceux qui se joindront avec enthousiasme pour se faire exploser en morceaux par les missiles russes...

En ce sens, l'Occident aurait intérêt à gérer les ressources dont il dispose, car elles sont en déclin et leur remplacement prendrait beaucoup de temps, si tant est qu'il puisse y parvenir.

C'est peut-être l'argument le plus fort contre une « implication » de l'OTAN.